

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 19a du 14.05.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Au jour le jour

1 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

1-1 Libye : un avocat parisien va poursuivre l'OTAN.

1-2 Violences des États impérialistes : Entre loi de la jungle et loi de Lynch, ce sont toujours les travailleurs qui trinquent !

2-3 Jean BRICMONT : La Libye, la gauche européenne et le retour de l'impérialisme humanitaire.

2-4 Amar Djerrad : **Chronique** d'un échec annoncé des coalisés otaniens et des insurgés.

3 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

3-1 Libye : un avocat parisien va poursuivre l'OTAN.

4 Annexe

4-1 Kadhafi : L'homme à abattre (**extrait du discours** à l'ouverture du sommet Afrique-Amérique du Sud)

Au jour le jour

Des missiles de l'Otan se sont abattus dans la nuit de lundi à mardi sur Tripoli, où les autorités affirment que quatre enfants ont été blessés et où le complexe où vit Mouammar Kadhafi aurait été visé.

Les autorités libyennes ont emmené les journalistes étrangers dans un hôpital aux vitres apparemment soufflées par les explosions.

"Deux enfants sont dans un état grave et sont placés dans une unité de soins intensifs à l'hôpital", a indiqué un responsable. Les victimes, a-t-il ajouté, ont été touchées par des éclats de verre soufflés par les déflagrations.

Les journalistes ont également été transportés vers un bâtiment complètement détruit et qui abritait, selon les autorités, *la Haute commission pour l'enfance*. Ce bâtiment colonial avait déjà été endommagé fin avril.

Un témoin a déclaré de son côté que le complexe où vit Kadhafi avait pu être touché. "*La direction d'au moins une des explosions suggère que le site a été visé*", a-t-il dit.

Le dirigeant libyen vit dans le complexe de Bab al Aziziah, vaste ensemble fortifié qui porte encore les stigmates des bombardements américains de 1986 et a été visé à plusieurs reprises depuis le début de l'intervention armée contre le régime libyen, le 19 mars.

(Reuters, 10/05/11)

Tripoli visée par de violents bombardements

C'est un bombardement d'une violence inhabituelle qui a touché la capitale libyenne dans la nuit de lundi à mardi. Au total, des avions ont mené huit frappes en environ trois heures à Tripoli. Aucun bilan n'était encore disponible à l'aube.

Quatre à cinq explosions, selon les sources, ont secoué la ville peu après 2 heures (heure locale et de Paris). Deux autres explosions sourdes ont suivi peu après. Les missiles, venant probablement d'avions de l'Otan, ont ciblé le complexe de Mouammar Kadhafi, selon des témoins cités par Reuters. Des sirènes pouvaient être entendues dans la nuit, ainsi que des tirs sporadiques de fusils d'assaut et d'armes lourdes, alors que des avions continuaient de survoler la ville.

Plus tôt dans la nuit, deux explosions avaient déjà été entendues, selon des témoins, alors que des avions survolaient Tripoli, où des nuages de fumée étaient visibles près des **locaux de la télévision d'Etat** et de **l'agence officielle Jana. Un immeuble public abritant la haute commission pour l'enfance, qui avait déjà été bombardé le 30 avril, a été détruit**, selon une source officielle libyenne. Le toit du bâtiment et un mur ont été partiellement soufflés.

Les avions de l'Otan ont déjà bombardé à plusieurs reprises des cibles à Tripoli. L'Alliance a pris fin mars le commandement des opérations militaires de la coalition internationale, menant en deux mois plus de **2260 frappes**, sous mandat de l'ONU, pour empêcher les attaques des forces du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi contre les civils. (*Sic*)

Le Figaro, 10 mai 2011

1 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 Libye : un avocat parisien va poursuivre l'OTAN.

De Ginette Hess Skandrani

Un avocat parisien va poursuivre l'OTAN pour ses 'crimes' en Libye - Une plainte sera déposée dans les prochains jours à Bruxelles contre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour des 'crimes' commis en Libye parmi lesquels la mort du fils du Guide libyen et de ses trois petits-fils, a annoncé jeudi à la PANA un avocat parisien, Me Philippe Missamou. **'C'est une plainte pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Je la dépose en Belgique parce que c'est le pays siège de l'OTAN. La justice belge est donc compétente** pour apprécier cette plainte', a expliqué l'avocat réputé pour la prise en charge des dossiers politiques. Il a ouvertement accusé l'OTAN de contrevenir dans ses actions en Libye aux règles des conflits armés, particulièrement la protection des populations civiles. 'Prenons l'attaque de la résidence du fils du Guide libyen: il ne s'agit nullement d'un objectif militaire. C'est un assassinat qui ne doit pas rester impuni. Nous allons utiliser tous les moyens de droit pour obtenir réparation', a martelé Me Missamou.

Pour lui, il est tout à fait normal que les autorités libyennes prennent toutes les dispositions pour défendre les populations civiles et le territoire national.

'Ce qui se passe en Libye n'a rien à voir avec les événements de Tunisie ou d'Egypte. En Libye, nous assistons à une insurrection armée. Les insurgés pillent, tuent, incendient. Il est donc du devoir du régime en place à Tripoli d'y répondre par tous les moyens. Que veut-on que fasse le pouvoir? Qu'il croise les doigts? C'est impensable', a ajouté l'avocat parisien.

Plusieurs organisations de la diaspora, dont la Fédération des travailleurs africains en France (FETAF) et l'Association des Guinéés résidant à l'étranger (AGRE), ont exprimé récemment leur indignation au sujet des frappes de l'OTAN sur la Libye.

Les responsables de ces organisations ont surtout réclamé un cessez-le-feu immédiat tout en exigeant l'acceptation d'une solution politique sous l'égide de l'Union africaine (UA).

1-2 Violences des États impérialistes : Entre loi de la jungle et loi de Lynch, ce sont toujours les travailleurs qui trinquent !

Déclaration de l'URCF

L'URCF attire l'attention de la classe ouvrière, des révolutionnaires, des démocrates, sur l'aggravation de la situation internationale, consécutive aux initiatives bellicistes et interventionnistes des pays impérialistes :

En Haïti, les États-Unis, la France dans son sillage, sont intervenus sans aucune pudeur dans le processus électoral pour imposer leur candidat, en dictant le résultat.

En Côte d'Ivoire, sans tenir compte des institutions légales, ils ont précipité le pays dans la guerre, et sont intervenus sous le couvert de l'ONU et de l'armée française, pour imposer par les armes un président dont la qualité principale est d'être dévoué au FMI, et pour emprisonner le président sortant.

Après avoir soutenu pendant des années les régimes antipopulaires en Égypte et en Tunisie, les mêmes gouvernements occidentaux et l'OTAN, avec une fois de plus le zèle hystérique du président Sarkozy, sèment la terreur **en Libye**. La résolution du Conseil de Sécurité, ingérence déjà inadmissible dans les affaires intérieures d'un État, est aujourd'hui considérée comme un chiffon de papier, et l'on assiste à une escalade militaire gravissime : Tripoli est bombardée jour et nuit, avec

comme objectif l'assassinat de Kadhafi et de sa famille, comme viennent de le montrer les assassinats de son fils, de sa belle-fille et de ses trois petits-enfants.

Et maintenant, c'est l'assassinat, par les forces spéciales des USA, de **Oussama Ben Laden au Pakistan**. Il est clair que les communistes n'ont aucune sympathie pour un individu qui a été un des hommes liges de la CIA contre la révolution afghane. Mais pour autant, on ne saurait admettre que les relations internationales soient régies selon les méthodes de gangsters qui ont fait la réputation de Chicago pendant la prohibition, et qui furent celles que les puissances fascistes mettaient en œuvre dans les années trente. De la même manière, nous condamnons avec la plus grande vigueur les assertions, tant d'Obama que de Sarkozy, selon lesquelles « *Justice serait faite* » ! La justice n'est pas la Loi de Lynch ! D'autant que cette « opération » permet de faire taire un témoin gênant des opérations criminelles de l'impérialisme américain pendant les trente dernières années.

La crise générale que traverse le système capitaliste aujourd'hui avive la **tendance des pays impérialistes à recourir à la guerre** pour assurer leur position ou réclamer un nouveau partage du monde.

La lutte contre la guerre est un combat inséparable du combat pour renverser le capitalisme et pour la révolution socialiste. Dans une situation politique marquée par l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire dans notre pays, **les communistes doivent plus que jamais être à l'initiative pour faire surgir un puissant mouvement de la paix anti-impérialiste.**

2 mai

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Manlio Dinucci : Derrière l'attaque contre la Libye : les stratégies de la guerre économique.

L'agression occidentale contre la Libye n'a pas eu pour but de s'emparer du pétrole local que des compagnies occidentales avaient déjà été autorisées à exploiter depuis la normalisation des relations diplomatiques. Il ne s'agit donc pas d'une guerre de ressources. Par contre, relate Manlio Dinucci, cette guerre, la reconnaissance précipitée par la France du Conseil national de transition (10 mars) et le sommet de Londres (30 mars), ont permis aux multinationales occidentales de modifier les termes de leurs contrats et de ne plus payer que des droits d'exploitation symboliques. De ce point de vue, il s'agit donc d'une guerre coloniale classique.

L'OTAN a concentré ses interventions de « support aérien » aux rebelles armés autour de la raffinerie de Ras-Lanouf, qui concentre les 2/3 des capacités de raffinage du pays.

L'invasion de la Libye, contrairement à ce qui se dit, a déjà commencé. Les unités d'assaut qui, opérant depuis longtemps sur le territoire libyen, ont préparé la guerre sont en train de l'effectuer : ce sont les puissantes compagnies pétrolières et les banques d'investissement étasuniennes et européennes.

Quels sont les intérêts en jeu ? Ceci émerge d'un article du Wall Street Journal, le réputé quotidien d'affaires et de finance [1]. Après l'abolition des sanctions en 2003, les compagnies pétrolières occidentales ont afflué en Libye avec de grandes attentes, mais ont été déçues. Le gouvernement libyen, sur la base d'un système connu sous le nom d'Epsa-4, concédait les licences d'exploitation aux compagnies étrangères qui laissaient à la compagnie étatique (National Oil Corporation of Libya, NOC) le pourcentage le plus élevé du pétrole extrait : étant donnée la forte compétition, ce pourcentage

arrivait à environ 90 %. « Les contrats Epsa-4 étaient ceux qui, à l'échelle mondiale, contenaient les termes les plus durs pour les compagnies pétrolières », dit Bob Fryklund, auparavant président de la société étasunienne ConocoPhillips en Libye. En 2005-06, après la normalisation des relations de la Libye avec l'Occident, la NOC a réalisé trois appels d'offres internationaux pour l'exploration et l'exploitation de ses réserves pétrolières, les plus importantes d'Afrique. Cependant, les contrats passés avec les multinationales étrangères ont pris la forme de joint-venture particulièrement favorable à la nation libyenne. C'est pour « libéraliser » ce système que le Conseil national de transition a créé la LOC et que les « volontaires » lui ont reconnu le droit d'exporter le pétrole libyen, lors du sommet de Londres, le 29 mars 2011. La gestion de la LOC a été confiée au Qatar qui, en échange, a mis Al-Jazeera à disposition des « volontaires » pour déstabiliser la Syrie. Les raisons apparaissent ainsi clairement — par une opération décidée non pas à Benghazi mais à Washington, Londres et Paris — de la création par le Conseil national de transition de la « Libyan Oil Company » : une coquille vide, semblable à une des sociétés clé en mains, prêtes pour les investisseurs dans les paradis fiscaux [2]. Elle est destinée à se substituer à la NOC, quand les « volontaires » auront pris le contrôle des zones pétrolifères. Sa mission sera de concéder des licences à des conditions extrêmement favorables pour les compagnies étasuniennes, britanniques et françaises. Seraient par contre pénalisées les compagnies qui, avant la guerre, étaient les principales productrices de pétrole en Libye : avant tout l'italienne ENI qui a payé en 2007 un milliard de dollars pour s'assurer les concessions jusqu'en 2042, et l'allemande Wintershall qui venait au deuxième rang. Plus pénalisées encore seraient les compagnies russes et chinoises, à qui Kadhafi a promis le 14 mars (2011) de donner les concessions pétrolières retirées aux compagnies européennes et étasuniennes. Les plans des « volontaires » prévoient aussi la privatisation de la compagnie d'État, qui serait imposée par le Fond Monétaire International en échange d'« aides » pour la reconstruction des industries et infrastructures détruites par les bombardements des « volontaires » mêmes.

Il apparaît aussi clairement pourquoi a été créée, en même temps, à Benghazi, la « Central Bank of Libya », autre coquille vide mais avec une mission future importante : celle de gérer formellement les fonds souverains libyens — plus de 150 milliards de dollars que l'État libyen avait investi à l'étranger — quand ils seront « dégelés » par les États-Unis et par les plus grandes puissances européennes. Qui les gèrera effectivement est démontré par le colosse bancaire britannique HSBC, principal « gardien » des investissements libyens « congelés » au Royaume Uni (environ 25 milliards d'euros) : une équipe de hauts cadres d'HSBC est déjà au travail à Benghazi pour lancer la nouvelle « Central Bank of Libya » [3]. Il sera facile pour HSBC et d'autres grandes banques d'investissement d'orienter les investissements libyens en fonction de leurs stratégies.

Un de leurs objectifs est de couler les organismes financiers de l'Union africaine, dont la naissance a été rendue possible en grande partie par les investissements libyens : la Banque africaine d'investissement, avec siège à Tripoli ; la Banque centrale africaine, siège à Abuja (Nigeria) ; le Fond monétaire africain, siège à Yaoundé (Cameroun). Ce dernier, avec un capital programmé à plus de 40 milliards de dollars, pourrait supplanter en Afrique le Fond monétaire international, qui a jusqu'à présent dominé les économies africaines en ouvrant la voie aux multinationales et aux banques d'investissement étasuniennes et européennes. En attaquant la Libye, les « volontaires » essaient de couler les organismes qui pourraient un jour rendre possible l'autonomie financière de l'Afrique.

[Manlio Dinucci](#)

10 mai 2011

Traduction **Marie-Ange Patrizio**

Source : [Il Manifesto](#)

2-2 Resistance71 : Guerre de Libye: l'agenda impérialiste fasciste de l'occident pour une hégémonie totale se précise.

La guerre de Libye déclenchée par l'empire totalitaire néolibéral n'arrive pas par hasard. Elle a été planifiée et intégrée dans un vaste plan de déstabilisation du Moyen-Orient. Elle sert des buts à court, moyen et long termes; c'est ce que nous allons essayer d'analyser ici. Nous verrons également comment cette guerre va vraisemblablement établir un précédent dans la méthodologie de l'établissement du Nouvel Ordre Mondial fasciste, par la participation de l'ONU, qui finalement remplit le rôle qui lui était réservé depuis sa création en 1945: celui d'embryon de la gouvernance mondiale tant attendue par les oligarques transnationaux.

La ligne directrice de ce plan est à chercher dans la doctrine prévalente qui est la base de la volonté suprémaciste américaine et anglo-saxonne depuis l'ère Reagan: le concept de "*full spectrum dominance*" que l'on trouve enracinée dans le "*Project for a New American Century*" (PNAC), bible géopolitique néoconservatrice édictée par les idéologues du Council on Foreign Relations (CFR) sous l'égide financière de fondations élitistes telle la fondation Rockefeller.

La doctrine de "full spectrum dominance" (que l'on pourrait traduire par "domination totale dans tous les domaines"), comme son nom l'indique, cherche à affirmer de manière irrémédiable l'hégémonie anglo-saxonne sur le monde et ce dans tous les domaines qu'ils soient culturels, économiques, scientifiques, militaires, technologiques, politiques et sociaux.

Cette hégémonie est perçue par les oligarques en place comme une phase transitoire la plus rapide possible vers une gouvernance mondiale qui verrait le monde régité par un système orwellien d'État unique global, dirigé par un cartel d'individus non élus, tous membres d'une élite financière et industrielle transnationale, qui délèguera le pouvoir exécutif de manière locale à des politiciens corrompus et totalitaires en charge de régions, "d'unions", réparties selon une grille planétaire de contrôle des populations pré-établie.

Nous assistons en ce moment à la continuation de la création de cette grille de contrôle. L'après seconde guerre mondiale a vu la poussée pour une "Union Européenne", qui sert de modèle à ce que seront les autres "Unions". Nous constatons déjà le totalitarisme larvé pour l'heure de l'Union Européenne, ou le pouvoir est donné à un cartel de sbires de la finance, non élus, ne rendant compte qu'à des entités plus que nébuleuses comme la BCE, organe fondamental de contrôle et bras armé des

banquiers avec le FMI, la Banque Mondiale et tout le système des banques centrales cartélisées, privatisées derrière le rideau et aux mains des desperados de la haute finance qui pillent le monde (et l'Europe en l'occurrence) depuis des décennies. Nous constatons au jour le jour le fait que les aristocrates en place à la fois au sein des états-nations qu'en haut de la pyramide oligarchique européenne, n'ont que faire des peuples vus comme des nuisances et des cafards à éliminer.

L'Union Européenne est un projet élitiste, pour les élites financières et industrielles qui emploient les politiciens pour servir leurs intérêts.

L'Union Européenne est un projet du groupe Bilderberg pour neutraliser la souveraineté des peuples (la suite donnée au référendum 2005 sur le projet de constitution européenne fut un cas édifiant de mépris de la volonté des peuples) et concentrer pouvoir financier et politique en des mains sûres, à la solde de l'oligarchie. En cela l'Union Européenne est une réalisation purement fasciste se référant à la définition donnée par Mussolini lui-même et que nous avons citée à dessein en début d'article.

Un projet "d'Union Nord-Américaine" est en cours depuis la création du "libre-marché" régi par NAFTA et relancé sous l'administration Bush avec le Security and Prosperity Partnership (SPP), qui voit se dessiner l'effacement des frontières entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada pour laisser place à une Union Nord-Américaine, régi par un cartel économico-financier promouvant toute une série de mesures économiques ultra-libérales ne profitant qu'à la minorité oligarchique bien évidemment.

Un projet "d'Union Asiatique" a son ossature dans l'ASEAN et verra une intégration forcée sous l'égide d'une élite chinoise si on conçoit le fait que la Chine sera une partie prépondérante du Nouvel Ordre Mondial. Bon nombre d'oligarques réfèrent à la Chine comme modèle de contrôle sociétaire, David Rockefeller en tête. C'est leur intention, mais il est très difficile aujourd'hui d'évaluer avec certitude les intentions réelles de la Chine.

Le problème actuel des oligarques réside avec l'Afrique et le Moyen-Orient, d'où la planification néoconservatrice reprise par l'administration Obama du remodelage du Moyen-Orient (projet si cher à Bush) en mettant à bas les vieilles marionnettes de l'empire qui prenaient trop de liberté au sein du système et n'acquiesçaient pas à tous les diktats et facéties impérialo-sionistes. Moubarak et Ben Ali étaient de ceux-là. Ils devaient faire place à de nouveaux pantins animés par Washington, Londres et Tel Aviv, qui eux ne rechigneront pas quand viendra le temps d'attaquer l'Iran. Kadhafi est le suivant sur la liste, puis El Assad, puis Ahmadinejad et l'Iran qui seront les gros morceaux.

Le continent africain renferme la vaste majorité des ressources naturelles de la planète, celles nécessaires à la continuité de la société capitaliste globale telle que nous la connaissons. Il est donc primordial pour l'empire anglo-américain de pouvoir contrôler de manière indéfectible le plus grands nombres de ressources pétrolières, gazières, minérales pour son profit ultime. Le rêve de tout impérialiste: le contrôle absolu en tout et sur tout.

A cet effet, l'empire a créé en 2007 sous Bush, l'US AFRICOM (US Africa Command), qui est un réseau de contrôle militaire du continent africain, basé à Stuttgart en Allemagne et qui a trois missions essentielles:

- La gestion des opérations sur le continent africain en installant des bases militaires dans le plus d'endroits possibles
- L'établissement d'une tête de pont néo-colonialiste anglo-américaine en Afrique
- L'isolement économique de la Chine et de la Russie en les coupant des sources de matières premières vitales pour leur développement.

Même si sa mission officielle résonne quelque peu différemment, la volonté hégémonique et d'ingérence y sont à peine masquées:

"Notre approche est basée sur le support des intérêts de la sécurité nationale états-unienne en Afrique comme stipulés par le président et les secrétaires d'état et de la défense ainsi que par la stratégie de la sécurité nationale et de la stratégie militaire nationale. Les Etats-Unis et les nations africaines ont un intérêt commun très fort à promouvoir la sécurité et la stabilité sur le continent africain, ses îles états et ses zones maritimes. Adresser ces intérêts demande une approche unifiée qui intègre les efforts avec ceux des autres départements et agences d'état, ainsi qu'avec nos partenaires africains et internationaux."

49 nations africaines ont rejoint l'AFRICOM, parmi celles qui ont refusés de rejoindre la mise sous tutelle du continent africain, nous trouvons:

La Libye, Le Soudan, L'Eritrée, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire... A part pour le Zimbabwe pour l'heure, il y a des interventions étrangères dans chacune des autres nations "dissidentes". Coïncidence ? Il n'y a pas de coïncidence en géopolitique, jamais !

L'AFRICOM devient de facto le régulateur politique et le bras armé de l'empire sur le continent africain afin que les multinationales choisies puissent faire main basse sur ce qu'il y a à prendre en toute quiétude, intégrant au passage les nations sous les prémisses d'une ossature d'Union Africaine gérée par un cartel de businessmen choisis et dont le gendarme sera l'OTAN sous commandement unifié avec AFRICOM. Ainsi, les troupes françaises engagées en Libye sont sous commandement américain via AFRICOM auquel l'OTAN rend des comptes.

A ce titre, la guerre de Libye établit un précédent que personne chez les "experts" ou dans les médias à la botte ne voit ou ne veut voir: celui de légitimiser l'ingérence, puis l'intervention militaire sous couvert d'une ONU corrompue et vassale de l'empire, pour des "raisons humanitaires" contre tout pays dissident aux intérêts suprêmes de l'oligarchie impérialiste et fasciste.

Dorénavant, le scénario sera le suivant:

Des troubles seront induits dans un pays dissident à l'hégémonie anglo-américaine en prenant soin de mettre suffisamment d'huile sur le feu pour créer un climat de tension maximum débouchant sur des émeutes et la répression étatique à l'avenant. On nous dira: rien de nouveau sous le soleil, c'est le principe des "révolutions colorées" de la CIA et de Georges Soros, perpétrées jusque maintenant.

Oui, mais jusqu'ici, lorsque cela échouait (Birmanie, Biélorussie, Iran), l'empire repartait la queue entre les pattes comme ce fut le cas en Iran récemment.

Dorénavant, il suffira de créer de l'intérieur une "condition humanitaire suffisante", comme ce fut décidé pour la Libye sur une base de désinformation et de propagande éhontée, pour faire voter par L'ONU une "zone d'interdiction aérienne" que l'OTAN fera respecter a grands renforts de missiles de croisière et de bombes a uranium appauvri, facilitant ainsi a priori le renversement de régime qu'il soit dictatorial ou non. Peu ou prou la même méthode fut employée pour légitimiser la guerre du Kosovo avec laquelle cette nouvelle aventure criminelle libyenne a beaucoup de points communs du reste dans le modus operandi de gestion de crise pour aboutir a la guerre.

Ici il convient de dire que le fait qu'un régime soit dictatorial ou non n'a absolument rien à voir dans le scénario impérial préconisé.

En effet, l'empire soutient des dictatures (Arabie Saoudite, Yemen, Bahreïn, auparavant Iran, Chili, Argentine, Irak, Guatemala, Indonésie et on en passe...), les met en place et les protège tant que celles-ci suivent les règles et diktats imposés. La philosophie impérialiste est très bien résumée dans cette phrase d'un fonctionnaire du département d'état américain qui disait à propos d'un dictateur local: "oui c'est un fils de pute... mais c'est notre fils de pute !"

Quels sont les buts de la guerre en Libye ?

A court terme, se débarasser d'un Kadhafi encombrant et qui, à l'instar des vieux autocrates de la région comme Ben Ali et Moubarak refusant l'hégémonie anglo-américaine, empêche le pillage de ses ressources nationales par les multinationales choisies. Il s'agit également de s'appropriier pour l'empire les ressources pétrolières et gazières de la Libye, tout comme l'Irak, non pas pour les exploiter plus que de raison... mais pour les contrôler et donc pouvoir a volonté maintenir la "rareté" du produit et donc influencer sur les prix.

A moyen et long terme: mettre en Libye un régime totalement inféodé à l'empire qui le moment venu, intégrera l'Union Africaine et fera bloc contre l'Iran. Il est de plus en plus clair aujourd'hui que l'empire essaie de former un bloc sunnite contre l'Iran chi'ite et sa diaspora régionale et essaie en cela de poursuivre une tactique qui a échoué jusqu'ici au Moyen-Orient: diviser et provoquer une guerre religieuse sunnites contre chi'ites pour mieux contrôler le monde musulman en insufflant le chaos, de la même manière que cela fut fait, avec un grand succès, entre catholiques et protestants.

Les musulmans sont bien plus fins que les occidentaux et ne sont pour l'heure jamais tombés dans le piège tendu. Ceci est tout a leur honneur !

De plus, cela permettra d'implanter des bases militaires dans ce pays portail de l'Afrique permettant ainsi a l'empire de mettre le pied indéfiniment sur le sol africain.

Le cas de la Libye est un cas de guerre civile, qui n'a rien a voir avec un soulèvement populaire dans les rues d'un pays où des manifestants s'expriment contre leur gouvernement pour demander certaines réformes. Il n'y a jamais eu de manifestations en Libye, mais une insurrection armée à laquelle un état souverain a répondu comme d'habitude par la violence, mais avait-il le choix pour préserver son intégrité ? La problématique de cette guerre libyenne a bien plus a voir avec l'agenda impérialiste de l'oligarchie occidentale, que d'une répression supposée et non prouvée d'un peuple désarmé par un dictateur local.

Assimiler la Libye aux révoltes populaires tunisiennes et égyptiennes est a notre sens erroné et procède d'un amalgame propagandiste. Les rebelles (leurs cadres pour le moins) sont entraînés et armés de longue date par l'occident; la situation a été d'autant plus facile a envenimer pour le bénéfice de l'empire que l'Est de la Libye a toujours été traditionnellement contre le pouvoir, la région abritant les tribus royalistes et les fondamentalistes religieux, en lutte contre Kadhafi depuis des décennies.

La guerre de Libye n'est de fait que la continuité de la doctrine hégémonique anglo-américaine s'imposant plus avant au monde et dans l'optique de pousser pour l'avènement final de leur Nouvel Ordre Mondial transnational fasciste annoncé depuis des décennies. Paul Warburg PDG de la banque Morgan avait annoncé au tout début du XXème siècle:

"Nous aurons un nouvel ordre mondial, la question est plus de savoir s'il se réalisera par choix ou par force."

La guerre de Libye pose un précédent qui pourra être utilisé ultérieurement pour attaquer toute nation souveraine ne se pliant pas aux diktats en vigueur.

Le processus utilisé (décision belliqueuse illégale du conseil de sécurité de l'ONU pour raison "humanitaire", appliquée sur le terrain par l'OTAN et les armées impériales) s'appliquera afin de détruire la souveraineté des nations récalcitrantes et dissidentes au Nouvel Ordre Mondial sous couvert d'un "humanitarisme" bidon; tandis que les nations du giron auront leur souveraineté diluée puis éliminée par le truchement d'une interaction tronquée dans des "Unions" régionales diminutrices et oppressives, gérées par le cartel oligarchique habituel.

Fait marquant, les armées impériales s'appuient plus que jamais au sol sur des terroristes qu'ils financent et forment depuis des années, comme la nébuleuse Al Qaeda, créée par la CIA, le MI6 et l'ISI pakistanaise en 1978, avec des fonds américains et saoudiens.

Il est maintenant reconnu par les médias de masse qui diffusent l'information, que le chef des rebelles libyens a été formé par la CIA, financé par la CIA et qu'il reconnaît, ainsi que d'autres rebelles, des liens avec Al Qaeda. L'empire se trouve donc piégé dans la situation orwellienne qu'il a lui-même créé a savoir qu'il demande aux peuples des nations qui agressent la Libye (nous) de supporter des rebelles dont des éléments sont des terroristes notoires membres d'Al Qaeda, que l'empire a soi-disant pour mission de combattre globalement par cette "guerre contre la terreur" déclarée par l'administration Bush après les attentats de Septembre 2001... Attentats qui sont officiellement imputés à Al Qaeda (et ce même si le FBI ne recherche pas Bin Laden pour le 11 septembre "faute de preuves") dans la version officielle du gouvernement américain, qui par la même occasion 10 ans plus tard financent et entraînent (toujours) la nébuleuse terroriste qu'il est supposé combattre sans merci...

Troublant pour le moins non ?

Ceci amène inmanquablement à une question, qui dès lors ne peut que brûler les lèvres:

Si [le gouvernement Américain finance, aide et entraîne Al Qaeda en Libye](#), ne l'a t'il pas fait ailleurs ?... et si oui, depuis quand et qu'en est-il donc des attentats du 11 Septembre ?... Pour qui travaillaient réellement les membres d'Al Qaeda qui ont perpétrés les attentats ?

Les ramifications politiques de cette guerre de Libye sont potentiellement énormes, pourvu que l'on veuille bien poser les bonnes questions !...

<http://resistance71.wordpress.com/> (3e guerre mondiale)

2-3 [Jean BRICMONT](#) : La Libye, la gauche européenne et le retour de l'impérialisme humanitaire.

Douze ans plus tard, c'est l'histoire du Kosovo qui se répète.

Des centaines de milliers de morts irakiens, l'OTAN mise dans une position intenable en Afghanistan, et ils n'ont rien appris !

La guerre du Kosovo a été lancée pour stopper un génocide inexistant, la guerre afghane pour protéger les femmes (allez vérifier leur situation actuellement) et la guerre d'Irak pour protéger les Kurdes.

Quand vont-ils comprendre qu'on a toujours affirmé que les guerres sont justifiées par des raisons humanitaires ?

Même Hitler « protégeait les minorités » en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Ils sont tous là : les « Verts » avec José Bové, maintenant allié à Daniel Cohn-Bendit, qui a toujours soutenu les guerres de l'OTAN, et bien sûr Bernard-Henry Lévy et Bernard Kouchner, appelant à une sorte « d'intervention humanitaire » en Libye, mais aussi, parfois, les partis de la gauche européenne (qui regroupe les partis communistes européens « modérés ») ; différents groupes « radicaux » reprochent à la gauche d'Amérique Latine, dont les positions sont bien plus sensées, d'agir comme idiots utiles du tyran libyen. Un article récent de la Ligue Communiste Révolutionnaire (belge), parlant de « faillite du chavisme », est un bon exemple de cette attitude.

Alors que les trotskistes n'ont jamais connu la responsabilité du pouvoir, et n'ont jamais eu l'obligation de répondre au peuple qu'ils prétendent représenter, ils se lancent dans des critiques virulentes de Chavez, qui est régulièrement élu à la tête d'un grand pays (et les trotskistes n'adorent-ils pas la démocratie ?) sans chercher à comprendre pourquoi la gauche latino-américaine voit, avec raison, l'ingérence américaine comme « l'ennemi principal » et, sans doute parce qu'elle est mal informée, ne fait pas confiance aux trotskistes européens pour arrêter l'OTAN.

Douze ans plus tard, c'est l'histoire du Kosovo qui se répète. Des centaines de milliers de morts irakiens, l'OTAN mise dans une position intenable en Afghanistan, et ils n'ont rien appris ! La guerre du Kosovo a été lancée pour stopper un génocide inexistant, la guerre afghane pour protéger les femmes (allez vérifier leur situation actuellement) et la guerre d'Irak pour protéger les Kurdes. Quand vont-ils comprendre qu'on a toujours affirmé que les guerres sont justifiées par des raisons humanitaires ? Même Hitler « protégeait les minorités » en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Et, comme lors du Kosovo, on s'oppose à l'intervention avec toutes les mauvaises raisons possibles et imaginables : par exemple, qu'une intervention va renforcer Kadhafi - mais on a aussi dit cela pour Milosevic et Saddam, et ce n'est pas exactement ce qui s'est passé.

Ou qu'il faut « soutenir l'insurrection » mais s'opposer à l'intervention, alors qu'il est évident qu'un soutien purement verbal est sans effet. Ou encore que les insurgés ne nous demandent pas d'intervenir ; d'abord, cela semble ne plus être vrai et, s'ils perdent, ils nous demanderont sûrement d'intervenir. Mais devons-nous intervenir partout dans le monde si on nous le demande ? Le fait-on avec les Palestiniens ?

Par contre, le secrétaire d'état des Etats-Unis, Robert Gates, a déclaré qu'on « doit examiner la tête » de tout futur secrétaire d'état qui conseillerait au président américain d'envoyer des troupes en Asie ou en Afrique. L'amiral Mc Mullen a également conseillé la prudence.

Le grand paradoxe de notre époque, c'est que le QG du mouvement de la paix se trouve au Pentagone et au Département d'Etat tandis que le parti pro-guerre est constitué d'une coalition de néo-conservateurs et d'interventionnistes de toutes sortes, comprenant la gauche de l'ingérence humanitaire de même que certains Verts ou des communistes repentis. La même combinaison se retrouve d'ailleurs dans le cas de l'Iran. Ce sont les militaires qui conseillent la prudence et les « humanitaires » qui lancent des cris de Taïïoo au nom des droits de l'homme (ou de la femme).

Evidemment, les Etats-Unis feront ou non la guerre pour des raisons qui sont indépendantes des opinions de la gauche pro-guerre. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, le pétrole n'est sans doute pas le facteur principal affectant leur décision, car tout futur gouvernement libyen devra vendre du pétrole et la Libye n'en produit pas assez pour peser significativement sur les cours du pétrole. Bien sûr, le chaos en Libye mène à la spéculation qui elle-même affecte les prix, mais cela est un autre problème.

Toute l'idée de « guerre pour le pétrole » souffre de simplisme. En Irak, par exemple, les compagnies chinoises peuvent investir tout autant que les autres, et la Chine achète du pétrole un peu partout dans le monde au prix du marché, sans dépenser un centime en interventions militaires.

Si les Etats-Unis ont fait la guerre pour « contrôler le pétrole » et affaiblir la Chine, il s'y sont vraiment mal pris ! En plus, tout l'argent qu'ils dépensent pour leurs guerres est, en pratique, emprunté à la Chine, ce qui contribue encore plus à leur déclin. Drôle de façon de maintenir son hégémonie.

L'argument principal en faveur de la guerre, du point de vue des Etats-Unis, est que, si tout se passe vite et facilement, cela réhabilitera l'OTAN et l'ingérence humanitaire, dont l'image a été ternie par l'Irak et l'Afghanistan. Une nouvelle Grenade ou au plus, un nouveau Kosovo, est exactement ce qu'il faut. Un autre motif d'intervention c'est de mieux contrôler les rebelles en venant les « sauver » dans leur marche vers la victoire.

Mais cela a peu de chance de réussir : Karzaï en Afghanistan, les nationalistes kosovars, les Shi'ites d'Irak et bien sûr, Israël, sont parfaitement contents de bénéficier de l'aide américaine quand ils en ont besoin mais, après cela, ils poursuivent leur propre agenda. Et une occupation militaire totale de la Libye après la « libération » est peu réaliste, ce qui, bien sûr, du point de vue des Etats-Unis rend l'intervention moins attrayante.

Mais si les choses tournent mal, ce sera probablement le début de la fin de l'Empire américain, d'où la prudence des gens qui le gèrent et qui ne se contentent pas d'écrire des articles dans *Le Monde* ou de pester contre les dictateurs devant des caméras.

Il est difficile pour des citoyens ordinaires de savoir exactement ce qui se passe en Libye, car les médias occidentaux se sont complètement discrédités en Irak, en Afghanistan, au Liban et en Palestine, et les sources d'informations alternatives ne sont pas toujours crédibles non plus. Cela n'empêche pas bien sûr la gauche pro-guerre d'être absolument convaincue de la vérité des pires informations sur Kadhafi, comme elle l'était il y a douze ans à propos de Milosevic.

Le rôle négatif de la Cour Pénale Internationale est manifeste, comme l'a été celui du Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie dans le cas du Kosovo. L'une des raisons pour laquelle il y a eu relativement peu de sang versé en Tunisie et en Egypte, c'est qu'il y avait une porte de sortie possible pour Ben Ali et Mubarak. Mais la « justice internationale » veut rendre impossible une telle sortie pour Kadhafi et probablement pour les gens proches de lui, les poussant ainsi à combattre jusqu'au bout.

Si « un autre monde est possible », comme la gauche européenne le proclame sans arrêt, alors un autre Occident devrait être possible aussi, et la gauche européenne devrait commencer à le construire.

La rencontre récente de l'Alliance Bolivarienne pourrait servir d'exemple : **la gauche d'Amérique Latine veut la paix et ils veulent empêcher l'intervention des Etats-Unis car ils savent qu'ils sont dans leur ligne de mire et que leur processus de transformation sociale exige d'abord et avant tout la paix et la souveraineté nationale.**

Donc, ils ont suggéré d'envoyer une délégation internationale conduite éventuellement par Jimmy Carter ou Lula (qu'on ne peut pas accuser d'être des marionnettes de Kadhafi) pour commencer un processus de négociation entre le gouvernement et les rebelles. L'Espagne s'est dite intéressée par cette idée, qui est bien sûr rejetée par Sarkozy. Cette proposition peut sembler utopique, mais si l'ONU mettait tout son poids derrière elle, ce ne serait peut-être pas le cas.

Et ce serait une façon pour l'ONU de remplir sa mission, ce qui est actuellement rendue impossible par l'influence des Etats-Unis et de l'Occident. Cependant, il n'est pas impensable que maintenant, ou lors d'une prochaine crise, une coalition de nations non interventionnistes, par exemple, la Russie, la Chine ou l'Amérique Latine et peut être d'autres puissent œuvrer ensemble pour construire des alternatives crédibles à l'interventionnisme occidental.

Contrairement à la gauche d'Amérique Latine, la gauche européenne a complètement perdu le sens de ce que veut dire faire de la politique. Elle n'essaie pas de proposer des solutions concrètes aux problèmes et est seulement capable d'adopter des positions morales, en particulier de dénoncer de façon grandiloquente les dictateurs et les violations des droits de l'homme. La gauche social-démocrate suit la droite avec au mieux quelques années de retard et n'a aucune idée indépendante. La gauche « radicale » réussit souvent à dénoncer à la fois les gouvernements occidentaux de toutes les manières possibles et à demander que ces mêmes gouvernements interviennent militairement partout dans le monde pour défendre la démocratie. Un des arguments les plus ridicules avancés par cette gauche est que Kadhafi a collaboré avec les Européens pour limiter l'immigration africaine et que, par conséquent, il faut le « dénoncer » (un des sports favoris de la gauche radicale étant de « dénoncer » tous ceux qui ne leur plaisent pas, manoeuvre purement verbale et dénuée d'effets positifs). Mais ce sont évidemment ces méchantes puissances européennes, ou américaines, qui vont intervenir en Libye, pas la gauche radicale qui n'a aucune force militaire à sa disposition.

Et si, au lieu de dénoncer Kadhafi, ce qui ne mange pas de pain, cette gauche se fixait la tâche (un peu plus ardue il est vrai) de convaincre les opinions publiques européennes de la nécessité d'ouvrir leurs frontières à quelques millions d'Africains ?

La gauche radicale n'a aucun programme cohérent et ne saurait pas quoi faire même si un dieu les mettait au pouvoir. Au lieu de « soutenir » Chavez et la Révolution Vénézuélienne, une affirmation vide de sens que certains se plaisent à répéter, ils devraient humblement se mettre à leur école et, avant tout, réapprendre ce que faire de la politique veut dire.

Jean BRICMONT

Internationalnews

Le Grand Soir

Note : Une première version de ce texte est parue en anglais sur le site Counterpunch

(<http://www.counterpunch.org/bricmon...>) et a été traduite en français. Cette version-ci développe et précise la version précédente.

Nouvelle version transmise par l'auteur - mise en ligne 12/03 à 16h30

*Jean Bricmont enseigne la physique en Belgique et est membre du Tribunal de Bruxelles. Son livre "**Humanitarian Imperialism**" est publié par Monthly Review Press la version française « **Impérialisme Humanitaire** » l'est aux éditions Aden.*

2-4 Amar Djerrad : Chronique d'un échec annoncé des coalisés otaniens et des insurgés.

Il y a une succession et concordance d'évènements qui doivent obéir à une funeste stratégie qui consiste à diviser, à susciter les conflits, à créer la haine et l'adversité entre les nations ciblées ! Après la Tunisie et l'Égypte voilà le Yémen et le Bahreïn suivis de la Libye et la Syrie. La particularité est que certaines révoltes populaires sont réelles, spontanées et légitimes par contre d'autres sont suscitées selon un agenda, une stratégie pour des objectifs hégémoniques ou colonialistes visant surtout des pays anti-impérialistes, anti-hégémoniques ou anti-sionistes ; à savoir la Libye et la Syrie. Le plus diabolisé, au point où cela frise l'aliénation, est bien Kadhafi. Il a été déployé pour lui une monstrueuse machine de propagande que mènent des chaînes occidentales et les chaînes des pétromonarchies du Golf; ces gadgets médiatiques au service de la CIA et du MI6. Ce qui se déroule en Libye est maintenant clair et net. Il s'agit, après plus de 40 jours, d'agression et de bombardements – de la part d'une coalition d'ex pays colonialistes aidés par les États-Unis, le Qatar et les Émirats – qui détruisent les infrastructures de base, tuent les populations civiles de toutes les couches sociales, y compris des enfants et des bébés. La télé libyenne a comptabilisé 5120 vols de reconnaissance des avions de combat et 2006 frappes de missiles, au 3 mai 2011. Depuis le début du conflit, les médias occidentaux et arabes du Golf n'ont jamais montré de foules de civils sans armes demandant le départ de Kadhafi ! Aucune chaîne n'a été capable de nous montrer la population manifester contre Kadhafi car toutes les manifestations, que censure ces chaînes, sont pro-Kadhafi. Un défi officiel a d'ailleurs été lancé à la 'communauté internationale' d'organiser un référendum à ce sujet sous l'égide de l'ONU. Refus ! Les slogans les plus utilisés sont «Dieu, Mouammar et la Libye, c'est tout !», «Le peuple veut Mouammar le colonel» ou «le peuple veut la vengeance du martyr». Les seules images de contestataires qui sont apparues dans ces chaînes montrent des bandes de rebelles flanqués d'armes légères et lourdes y compris des chars ou bien des images «trafiquées» de faits qui ne se sont pas déroulés émises en 'boucle' sous le sceau «urgent» ou bien enfin des débats maladroitement orientés que contredisent toujours des téléspectateurs échappant au contrôle ! On ne montre surtout pas ces assassinats (filmés), par dizaines, de personnes – que l'on soupçonne «pro-Kadhafi» ou «mercenaires» à son service alors qu'ils sont soldats de l'armée régulière (1/3 des libyens sont noirs de peau) – par l'égorgeage à l'épée puis pendus des pieds et brûlés ou cette vidéo montrant un barbu arracher le cœur d'un supplicié pour le porter à la bouche ou encore ces viols de femmes et jeunes filles par les bandes de criminels que protège l'aviation de l'Otan. La propagande occidentale immorale ne montre pas ces images terribles et ces faits qui se sont déroulés principalement à Misrata.

Aucune des accusations imputées à Kadhafi en particulier celles des « bombardements de civils par son aviation » n'ont été vérifiées et aucune exactitude des faits par les observateurs et journalistes sur place à ce jour. Les résolutions 1970 et 1973 ont été adoptées dans la précipitation et illégalement, sur des rapports de médias, suppôts des pays agresseurs et ce, sans vérification comme l'exigent les textes de l'ONU. Ce qui les rend de fait caduques. Le but de la '1973' – exigeant d'instaurer un « no fly zone » pour « protéger les civils » – était sournois, car c'était en fait pour venir en aide aux insurgés, sur le point d'être mis en déroute, par l'armée régulière libyenne. Franchement, en quoi les bombardements de Tripoli, des infrastructures de bases, des zones civiles, des casernes, des écoles, des hôpitaux, des habitations, répondent-ils à cette résolution que Kadhafi a appliquée dès son adoption? Des médias de Russie ont montré que plus de civils ont été tués par l'intervention occidentale que par les forces gouvernementales se battant contre les rebelles. Le journal russe 'Komsomolskaïa Pravda' a publié des rapports d'expatriés russes en Libye affirmant que l'aviation de Kadhafi n'a jamais bombardé de zones résidentielles: cela avait été fait par les bombardements français et britanniques, affirment-ils.

Même les plus éveillés et clairvoyants ont été pris dans 'l'ambiance' de cette formidable campagne planétaire de désinformation et de confusion, dirigée et planifiée, sur ce qui se déroule – au même moment- dans le monde arabe et musulman. Beaucoup ont épousé, dans le cas de la Libye, la cabale médiatique internationale pour «l'arrêt du massacre en Libye» par Kadhafi. Même l'Iran, le Hezbollah du Liban et le Hamas palestinien ont accompagné ce bal en 'hurlant' avec les loups. Se sont-ils fait piéger avec une telle facilité ?

Les expressions « brigades de Kadhafi » ou « mercenaires de Kadhafi » ne sont que propagande pour, d'une part, faire croire que le guide est « lâché » par son armée et, d'autre part, pour cacher l'engagement de mercenaires par la coalition. L'heure n'est plus sur ce débat. Il est même dépassé par le temps qui les a mis en évidence. Il est donc clair qu'il s'agit maintenant d'une guerre d'essence colonialiste pour instaurer un pouvoir lige, comme du temps du roi Idriss destitué par Kadhafi, que mènent principalement la France, l'Angleterre et l'Italie, aidés par les États-Unis. Ils ont été introduits sur les terres libyennes par un ramassis d'agents libyens de la CIA et du MI6, composés d'ex-ministres congédiés pour corruption, de quelques militaires renégats qui ont, pour certains, fait la révolution de 1969 avec Kadhafi, de groupes d'Al-Qaïda, d'ex prisonniers islamistes graciés, d'une 'armée' de prisonniers libérés de Benghazi et de jeunes désœuvrés ou d'abrutis pour en faire de la 'chair à canon'; encadrés par des mercenaires occidentaux de la CIA, du SAS britannique, de la DST française et du Mossad que soutiennent financièrement et logistiquement deux «grandes démocraties monarchiques arabes»: le Qatar et les Émirats. Ces monarchies 'éclairées' du 21ème siècle qui soutiennent maintenant les «révolutions populaires» pour l'instauration de régimes démocratiques chez leurs «frères arabes». Nous avons même vu des adolescents et des enfants militarisés selon les images diffusées par d'autres chaînes.

L'architecte, représentant la France, qui a fait sous-traiter «l'opération Libye», est ce milliardaire « humaniste », ce philosophe « communitariste », Français de corps, Israélien d'âme et sioniste de conviction, le pèlerin des causes sionistes Bernard-Henri Levy que certains libyens prononcent 'Levny'. Il a piétiné le drapeau vert national libyen à Benghazi sous les cris de joie d'une foule hétéroclite – lançant des slogans anti-israéliens – sans savoir qui était réellement ce personnage. La mission de BHL en Libye fait suite à la mission accomplie... au Soudan.

Remarque : Nous avons tous constaté que depuis que l'occident a obtenu la division du Soudan, le procureur Ocampo, qui a

fait de l'arrestation de Bachir une obsession, ne parle plus de son inculpation. Lui qui criait à qui voulait l'entendre « continuer à faire preuve de son caractère purement judiciaire, ainsi que de son indépendance totale... » alors que beaucoup d'analystes le considèrent au service des lobbies. Revoilà cet Ocampo se saisir du «dossier Libyen» – construit sur des rapports d'Al Jazeera traduit en anglais – imputant à Kadhafi les méfaits de la coalition, des renégats de Benghazi et sur des témoignages sélectionnés qu'il présente «crédibles». On comprend bien dès-lors que le «génocide du Darfour» était un mensonge, un leurre, une épée de Damoclès pour des objectifs stratégiques qu'avait relayé Bernard-Henri Lévy avec son «SOS Darfour». Revoilà également ce même BHL en mission en Libye pour les mêmes objectifs avec les mêmes mensonges. Mais la coalition s'apercevant sans aucun doute d'une imminente défaite, puisque aucun des objectifs n'a été atteint jusque-là malgré plus de 40 jours de bombardements, elle réunit à Rome le «Groupe de contact», mis en place en mars à Londres, composé des pays agresseurs pour décider de la « future Libye » par le renforcement des pressions sur Kadhafi, le financement du CNT en utilisant les avoirs du peuple Libyen. A Rome, Alain Juppé a déclaré que « La Russie, par exemple, est invitée des parties prenantes de la future Libye, c'est-à-dire le conseil, plusieurs tribus qui se sont dissociées de Kadhafi et ceux qui ont compris qu'il n'y avait plus d'avenir avec Kadhafi ». Mais la Russie et la Chine ont vite mit les choses au clair. Sergueï Lavrov réplique, que cette fonction de 'contrôle' n'étant pas été déléguée au 'Groupe de contact sur la Libye' «... le Conseil de sécurité est le seul à pouvoir contrôler leur application (...) Le Conseil de sécurité possède ce mandat en vertu de la Charte de l'Onu, et il ne l'a délégué ni au Groupe de contact (sur la Libye) ni à qui que ce soit ». Au même moment BHL retourne illégalement à Benghazi pour une autre mission consistant à jouer cette fois sur les structures tribales ; se «rappelant» leur importance sociale, leur pouvoir d'influence et leur légitimité. Ce qui est juste, car les tribus restent à l'avant-garde, le fer de lance de la résistance face à l'adversité, la force déterminante dans les choix politiques. Dans cette deuxième visite – où il a posé devant aussi des avions de combat, des chars, des pièces d'artillerie, des maisons brûlées ou détruites – il déclare que plusieurs tribus importantes ont rejoint la «révolution». Ce qui est totalement faux, car il s'agit d'une poignée d'infidèles inconnus qu'ils ont fait passer pour des représentants de tribus pensant faire adhérer d'autres. Il s'agit aussi d'une diversion et d'un autre mensonge, car rappelons que dès le début des frappes de l'Otan, les principaux chefs de tribus et personnalités charismatiques, qui représentent l'écrasante majorité du peuple Libyen, se sont réunis avec leur Guide pour le soutenir et lui renouveler leur foi à la révolution de 1969. Kadhafi a reçu aussi des centaines de représentants de jeunes des principales villes et tribus, par vague, sur presque une semaine.

Mais la réponse la plus cinglante et déterminante est cette formidable mobilisation des Cheikhs, chefs de tribus et personnalités influentes de plus 2000 tribus qui viennent de se réunir – ce 5 mai – à Tripoli durant 2 jours dans le cadre de la « Conférence nationale des tribus libyennes » sous les thèmes « Unité de la Libye », « Non à l'écoulement du sang », « Non à la fitna (division) », « Condamnation de l'ingérence et de l'intervention étrangère », « Foi à la révolution de 1969 ». Au terme de cette conférence une série de décisions, recommandations, propositions ont été prises en particulier : arrêt de l'effusion de sang, dépôt des armes des insurgés, amnistie, condamnation des ingérences et bombardements de la coalition, condamnation des attitudes de certains États Arabes, condamnation des fatwa irresponsables, poursuite judiciaire des États et personnes impliqués dans le drame Libyen devant les instances internationales, déblocage immédiat des avoirs du peuple libyen, renouvellement du soutien à Kadhafi, foi aux institutions en place, avenir de la Libye qui « appartient aux libyens exclusivement » et bien d'autres dispositions. Signalons la remarquable intervention de l'invité algérien (membre du FLN) qui a été particulièrement appréciée. Que peuvent bien opposer à ces 2000 congressistes cette poignée de colonialistes de l'Otan, ce 'cheikh' BHL et ses 10 ou 20 félons, ces opportunistes alliés des forces du mal que sont le Qatar et les Émirats, 2 minuscules monarchies riches sous protectorat Américain. Que peuvent-ils opposer, avec leur «Conseil de Transition» (que les libyens dénomment de 'Traîtrise') aux imposantes manifestations quotidiennes de soutien à Kadhafi y compris à Benghazi dont la population, meurtrie, reste prise en otage par les groupes criminels dits «révolutionnaires» de l'OTAN ? La réprimer par les armes comme cela a été fait, par deux fois, il y a quelques jours alors qu'elle réclamait ses droits ? C'est-à-dire les salaires, entre autres, que les responsables de Tripoli affirment, avec preuves à l'appui, avoir versé pour une période de 6 mois au trésor de Benghazi. Où est donc passé cet argent qui devait permettre aux benghazis de vivre décemment au lieu de les faire dépendre, de façon humiliante, de l'aide extérieure alors que leur pays a toujours été fournisseur d'aide aux pays dans le besoin. Même la grande caravane dépêchée par les associations de Tripoli sur Benghazi, transportant les vivres, a été accueillies par les armes et « retournée à l'expéditeur ». Des morts et des blessés ont été enregistrés. Quels autres mensonges encore sont programmés au sein de l'OTAN par Sarkozy et BHL ces deux myrmidons qui veulent paraître ce qu'ils ne pourront jamais être ? Grands dommages qu'ils utilisent les principes de l'authentique France de De Gaulle, pour servir d'autres intérêts que ceux de la France !

En fait, il ne leur reste que le débarquement dont-ils savent parfaitement qu'il sera coûteux, suicidaire et inutile, car il y a un principe, chez les musulmans, qui oblige l'union sacrée contre tout ennemi extérieur quel que soit les divergences intérieures du moment. C'est d'ailleurs la grave faute impardonnable, considérée 'hérésie', qu'ont commis les «révolutionnaires» en faisant appel à l'intervention de forces étrangères pour les aider à prendre le pouvoir par la force en échange du partage des richesses du pays. Ils savent aussi que dans le cas d'une intervention terrestre – que les libyens souhaitent tout en sachant, qu'elle n'est rabâchée que dans un but subversif – un million de libyens sont déclarés mobilisables et prêts au combat (on les voit déjà circuler en arme dans les villes ou lors des manifestations). Un analyste/commentateur a soutenu que ce qui se déroule, à ce jour, n'est qu'une infime partie des capacités de la Libye. La stratégie, semble-t-il est de mettre à nu d'abord les visées des «insurgés» et de l'OTAN devant l'opinion nationale et internationale. Ce qui suppose que les vraies choses décisives n'ont pas encore commencé.

Une autre question. Pourquoi cette coalition s'emploie-t-elle à faire taire la télé libyenne ? (brouillage des communications voire atteinte partielle d'un de ces bâtiments lors d'un bombardement de la ville de Tripoli). Actuellement, 3 chaînes sur les 7 ont des difficultés de diffusion. Sûrement parce qu'elle a réussi, avec ses modestes moyens, à démonter jour après jour le complot, le mensonge à grande échelle et surtout à faire découvrir la nature véritable de BHL et ses liens avec Israël et le sionisme ou la mise à nu de chacun des membres du CNT «collabo», de l'ex ambassadeur à l'ONU, de ces «opposants» qui

apparaissent selon un rôle sur Aljazeera, Alarabia, Alhurra, BBC et France 24 ! Avec des preuves par l'image et documents authentiques ces personnes apparaissent comme de vulgaires renégats, de méprisants traitres aimant le pouvoir, l'argent et amateurs de la bonne chair. Un des ex opposants qui a vécu avec eux durant 20 ans aux États-Unis – qu'il a quitté à cause, dit-il, de leur fourberie, de leurs liens avec la NED/CIA et le MI6 ainsi que leur changement de nationalité – ne cesse d'expliquer avec détail leurs frasques et leur félonie par l'image et documents à l'appui ! Les plus visées et fustigées sont Abdeljalil, Bouchena, Hafter, Younes, Tarhouni, Chemam, Chelgham et Dogha. Pour les libyens, ces lugubres personnages qui ne représentent qu'eux-mêmes et qui ont «vendu» leur pays et leur honneur pour le pouvoir et l'argent à des forces extérieures n'obtiendront finalement rien et ce, en plus du mépris que leur « employeur » leur réservera pour leur trahison à leur pays.

Nous avons constaté que l'assassinat du plus jeune fils (étudiant) de Kadhafi ainsi que 3 de ses petits-fils a renforcé de façon impressionnante les liens de solidarité entre les libyens et avec leur Guide ; à voir l'impressionnant cortège accompagnant les dépouilles, les dizaines de groupes de jeunes des villes et des tribus qui ont annoncé leur engagement aux combats, l'apparition de groupes qui ont juré leur revanche sur les responsables (et leur famille) de la tragédie libyenne. Certains voient dans cette sorte de menace une pratique sordide moyenâgeuse. Certes, mais quels moyens légaux laisse-t-on pour se protéger quand les lois et règles internationales sont bafouées par ceux-là même qui les ont érigés, c'est-à-dire les pays riches et puissants souvent ex-colonisateurs. Quand les instances de l'ONU, ONG et autres unions sont détournées pour les rendre auxiliaires et faire valoir des lobbyings associatifs imposants leur politique, leurs objectifs, leur idéologie par la force souvent. Quand ces 'instances' sont devenues des attrape-nigauds pour les pays surtout africains ! Quand l'agresseur n'a pas de morale ou de règle, pourquoi faut-il les exiger des victimes. L'agresseur s'encourage toujours des règles qu'il n'applique pas dans l'impunité. Ce qui est sûr, c'est qu'il est moins tenté d'attaquer ou de menacer s'il sent que la victime potentielle peut lui infliger les mêmes dommages en usant des mêmes méthodes avec moins de moyens.

La coalition, dans cette aventure contre la Libye, se trouve dans le désarroi. Elle ne sait plus si elle doit s'impliquer encore plus ou si elle doit se retirer. Dans le premier elle n'arrive pas à compromettre d'autres pays alors que dans le second cas, ce sera un signe d'échec humiliant et politiquement suicidaire. Les frappes ne donnent rien de significatif ; plutôt plus de haine et de détermination en plus des condamnations et leurs 'insurgés' reculent. Pour l'anecdote, un haut gradé Anglais a reproché aux forces libyennes d'adopter une tactique qu'il juge «immorale» car l'aviation de la coalition n'arrive pas à les atteindre. Il aurait préféré, l'idiot, que les combattants s'exposent mieux aux frappes. Comme ils ont éliminé la colonne des insurgés « par erreur » alors qu'ils étaient informés de sa position. Quelle déchéance !

On sort maintenant des 'cartes' aléatoires trouvées ou proposées qui sont celles des «tribus» qu'ils n'arriveront jamais à pénétrer ou bien l'armement des insurgés dont-ils devinent la mauvaise foi ou l'utilisation à d'autres fins. Une situation que résume une maxime maghrébine ainsi : « D'un côté c'est très chaud et de l'autre c'est brûlant ». Réitérons cette pertinente analyse d'Adrien Jaulmes ... « Là où il y a quinze jours tout le monde se joignait à une révolte qui semblait devoir renverser Kadhafi, on se met à réfléchir et à penser à la suite. Et les mêmes mécanismes collectifs qui ont donné son élan à la rébellion ont commencé ces derniers jours à jouer en sens inverse. » C'est donc l'impasse totale qui présage l'échec.

L'objectif était immoral, la stratégie était construite sur du mensonge, l'ONU a légiféré sur du faux, la résolution 1973 a été détournée, les civils à « protéger » ont été tués, alors l'échec ne peut donc qu'être inexorable !

Amar Djerrad*

09/05/11

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article04/EFpuAuuEAuifFDkyfV.shtml>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Libye : un avocat parisien va poursuivre l'OTAN.

De Ginette Hess Skandrani

Un avocat parisien va poursuivre l'OTAN pour ses 'crimes' en Libye - Une plainte sera déposée dans les prochains jours à Bruxelles contre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour des 'crimes' commis en Libye parmi lesquels la mort du fils du Guide libyen et de ses trois petits-fils, a annoncé jeudi à la PANA un avocat parisien, Me Philippe Missamou. **'C'est une plainte pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Je la dépose en Belgique parce que c'est le pays siège de l'OTAN. La justice belge est donc compétente** pour apprécier cette plainte', a expliqué l'avocat réputé pour la prise en charge des dossiers politiques. Il a ouvertement accusé l'OTAN de contrevenir dans ses actions en Libye aux règles des conflits armés, particulièrement la protection des populations civiles. 'Prenons l'attaque de la résidence du fils du Guide libyen: il ne s'agit nullement d'un objectif militaire. C'est un assassinat qui ne doit pas rester impuni. Nous allons utiliser tous les moyens de droit pour obtenir réparation', a martelé Me Missamou.

Pour lui, il est tout à fait normal que les autorités libyennes prennent toutes les dispositions pour défendre les populations civiles et le territoire national.

'Ce qui se passe en Libye n'a rien à voir avec les événements de Tunisie ou d'Égypte. En Libye, nous assistons à une insurrection armée. Les insurgés pillent, tuent, incendient. Il est donc du devoir du régime en place à Tripoli d'y répondre par tous les moyens. Que veut-on que fasse le pouvoir? Qu'il croise les doigts? C'est impensable', a ajouté l'avocat parisien.

Plusieurs organisations de la diaspora, dont la Fédération des travailleurs africains en France (FETAF) et l'Association des Guinéés résidant à l'étranger (AGRE), ont exprimé récemment leur indignation au sujet des frappes de l'OTAN sur la Libye.

Les responsables de ces organisations ont surtout réclamé un cessez-le-feu immédiat tout en exigeant l'acceptation d'une solution politique sous l'égide de l'Union africaine (UA).

Pana 06/05/2011

4 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Kadhafi : l'homme à abattre (extrait du discours à l'ouverture du sommet Afrique-Amérique du Sud)

En relisant cet extrait du discours de Kadhafi, à l'ouverture du sommet Afrique-Amérique du Sud tenu le 27 septembre 2009 au Venezuela, on comprend pourquoi il était sans doute urgent de mettre le "holà" à une initiative qui aurait pu s'avérer néfaste pour les pays du nord. Il était urgent d'agir.

Un extrait du discours de Kadhafi, à l'ouverture du sommet Afrique-Amérique du Sud tenu le 27 septembre 2009 au Venezuela

"Cette rencontre au Sommet est historique. Je souhaite que nous aboutissions à quelque chose d'effectif qui consolide les victoires politiques et économiques réalisées par nos peuples, et qui leur ouvre la voie pour qu'ils persévèrent dans la bataille jusqu'au bout.

Nous avons l'espoir que le prochain sommet qui se tiendra, je pense, en Libye en 2011, verra la situation de nos peuples s'améliorer grâce aux efforts communs qui seront accomplis sous la direction de notre frère révolutionnaire Chavez. Pendant ces deux années, nos peuples devraient faire des réalisations matérielles et morales sur tous les plans.

Personne de l'extérieur ne nous prendra par la main. Nul ne nous fera la charité et personne n'aura pitié de nous. Lorsqu'elles en étaient capables, les grandes puissances se sont comportées à notre égard comme avec les animaux ou les esclaves. Ils ont détruit notre sol, pillé nos richesses et nous ont mis sous leur tutelle.

Ne croyez pas qu'une quelconque puissance soit prête à vous tendre la main. Comptons sur nous-mêmes. Les puissants veulent demeurer tout le temps puissants. Ils le sont à notre compte. Ils sont puissants parce que nous sommes faibles. Mais il est temps que nous construisions notre propre puissance.

Que les puissants actuels sachent aussi que notre faiblesse n'est pas dans l'intérêt de la paix mondiale, ni de l'équilibre international. Notre faiblesse engendre un déséquilibre flagrant dans le monde moderne.

Le Sud, qui comprend l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, a été colonisé, persécuté, marginalisé, humilié et spolié.

Mais nous avons notre quote-part de terre et de soleil. La Planète n'a pas été créée pour quatre ou cinq Etats puissants. Nous sommes la majorité, en fin de compte. Nous sommes la majorité écrasante aux Nations-unies, aux Non-alignés et dans toutes les instances internationales. Nous sommes une puissance mondiale majoritaire. Par conséquent, nous pouvons changer le monde. Nous pouvons créer l'équilibre. Nous pouvons défendre la paix mondiale. Nous pouvons créer le développement pour que l'économie mondiale prospère.

C'est chez nous que se trouvent les richesses pillées par les autres. Nous avons des richesses phénoménales. Nous avons un potentiel humain phénoménal. Nous sommes capables de réagir contre le sous-développement et le colonialisme et nous sommes prêts à le faire afin de compenser le temps perdu.

C'est nous qui changerons le monde et nous devons pour ce faire, être habités par une confiance totale en nous-mêmes". "La situation au Conseil de sécurité est insupportable. Nous devons y mettre fin.

Laissons les quatre jouir du droit de veto. Qu'ils dirigent seuls le Conseil de sécurité et qu'ils utilisent ce droit les uns contre les autres. Qu'ils soient permanents dans ce : conseil constitué d'eux seuls. Nous ne voulons pas nous asseoir à leur côté.

Ce qui est arrivé en 1945, ne doit pas continuer.

En 1945, l'Inde était une colonie, elle était considérée comme la perle de la couronne britannique et aujourd'hui, l'Inde est cent fois plus forte que l'Angleterre.

Aujourd'hui, l'Inde fabrique des bombes atomiques et des sous-marins nucléaires, et l'Angleterre emprunte l'arme nucléaire à l'Amérique. Elle l'emprunte et ne la fabrique pas.

Le monde a changé, nous ne devons pas rester prisonniers de 1945. Qui leur a donné le droit de veto ? Qui leur a donné un siège permanent ? Nous n'avons pas donné notre accord pour cela. Nous avons voté uniquement pour la Chine, pour qu'elle jouisse d'un siège permanent ;

l'Assemblée générale a donné à la Chine le droit d'avoir un siège permanent.

Dès maintenant, nous devons avoir une position. A partir de ce sommet historique, nous disons que nous n'accordons aucun crédit à ce qui est appelé "Conseil de sécurité" tel qu'il est composé actuellement.

Comme nous l'avons dit, si on décide d'accorder un siège permanent à tout état

puissant, nous serons, nous le Tiers-monde, écrasés. Les petits états qui comptent plus de cent seront écrasés.

En conséquence, le Conseil de sécurité devrait être constitué par des membres dont chacun représente un ensemble d'Etats ou union. Soit :

L'Amérique du sud, un siège permanent avec toutes les prérogatives.

L'Afrique, un siège avec toutes les prérogatives.

L'Union Européenne, l'Union Américaine, la Fédération Russe, l'Asie, la Ligue arabe, les Non-alignés.

Tous ces ensembles doivent avoir chacun un siège permanent, et le Conseil de sécurité doit se constituer de ces sièges uniquement. .

De cette manière, le Conseil de sécurité devient un instrument pour exécuter les décisions de l'Assemblée générale où nous siégeons. Nous sommes les législateurs. Nous sommes la majorité. Nous sommes les Nations et nos décisions doivent être exécutoires. Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, le Conseil de sécurité, doit impérativement appliquer nos décisions et obéir à nos injonctions, puisque nous fondons l'Assemblée générale des Nations-unies. Actuellement nous sommes les esclaves du Conseil de sécurité : cinq, quatre états ou même un seul état par un geste de la main de son représentant, annule une décision de cent-quatre-vingt-dix nations. Cela est une humiliation pour l'humanité, une mascarade et une farce !!!

Pour arriver à un équilibre mondial et sauvegarder la paix sur terre, je souhaite que nous comblions le vide qui existe dans l'hémisphère Sud, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Nous devons atteindre le niveau de l'hémisphère Nord, le niveau du Nato, le niveau de la Fédération Russe, de l'Union européenne et ce, dans tous les domaines.

Aujourd'hui, la balance penche du côté du Nord et le Sud n'a pas de poids. Il faut par conséquent, créer la Sato en parallèle au Nato. Face à l'alliance de l'Atlantique nord nous devons créer l'alliance de l'Atlantique sud, pour combler le vide. Cela n'est pas une entreprise belliqueuse, ni une action terroriste, ni une agression. Cela n'a aucun lien avec la course à l'armement ou avec la guerre.

C'est une action à caractère économique. Notre but est de remplir le vide au sud de l'Atlantique. Je souhaite que ce traité soit adopté dès maintenant, afin de permettre à notre frère Chavez, de superviser le travail du comité créé à cet effet et qui examinera pendant les deux années à venir (en 2011 en Libye) jusqu'où nous pouvons aller".

27/9/2009)

Maryvonne LERAY

source le faso.net

Extrait de l'article publié sur : **Cri du peuple 1871**

URL de cet article 13683

<http://www.legrandsoir.info/Kadhafi-l-homme-a-abattre-extrait-du-discours-a-l-ouverture-du-sommet-Afrique-Amerique-du-Sud-27-9-2009.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19